

RÉSOLUTION SUR UNE RÉPONSE DES SYNDICATS À LA MALADIE À VIRUS EBOLA (MVE)

ATTENDU QUE la maladie du virus Ebola (MVE) en Guinée, en Sierra Leone et au Libéria a infecté plus de **28 000** personnes et en a tué plus de **11 000**, selon des rapports officiels (le nombre réel de décès est jugé beaucoup plus élevé).

ATTENDU QUE la propagation incontrôlée de la MVE a révélé les faiblesses systémiques et structurelles des systèmes de santé dans ces pays en raison de décennies de **sous-investissement** en santé publique. Par ailleurs, ces faiblesses ont eu un impact direct sur les pays voisins, comme le Mali, le Nigeria et le Sénégal, et même sur des pays bien plus éloignés, des infections au virus Ebola et des décès ayant été signalés aux États-Unis et en Espagne.

ATTENDU QUE plus de **500** membres du personnel soignant sont décédés du virus Ebola en raison de mauvaises conditions de travail et de mesures de sécurité inadéquates. Malgré les dangers, des milliers de personnels de santé n'ont pas exercé leur droit de retrait des lieux de travail dangereux. Lorsque les travailleurs ont effectivement entrepris des mesures de grève, ils ne l'ont pas fait par opportunisme. C'était le signal d'une extrême frustration provenant de travailleurs souffrant d'un long historique de corruption, de mauvaises conditions de travail, de sous-effectifs et de non-paiement des salaires. Est venue s'ajouter à tout cela la crise Ebola, pendant laquelle des promesses de rémunération ont été faites, alors que le personnel de santé était trop souvent abandonné à son sort.

ATTENDU QUE : La comparaison des réactions dans les différents pays confrontés à Ebola a clairement montré que les syndicats jouent un rôle important dans l'élaboration de la réponse : dans les pays où les syndicats pouvaient travailler avec leurs employeurs et les gouvernements sur la formulation d'une réponse, comme au Nigeria et au Sénégal, la maladie a été endiguée et vaincue. Au Ghana également, les syndicats, les employeurs et le gouvernement s'étaient préparés ensemble à une épidémie. Les syndicats en Espagne et aux États-Unis, y compris l'UIES, ont travaillé avec le gouvernement et les responsables de la direction sur des mesures appropriées visant à protéger le personnel, les patients et la population générale.

ATTENDU QUE : Dans les trois pays les plus affectés, les syndicats n'étaient pas impliqués dans la réponse et ne font toujours pas partie des consultations post-Ebola. Les syndicats guinéens ont tout d'abord réussi à apporter quelques améliorations salvatrices aux unités de traitement Ebola. Toutefois, lorsque le gouvernement a lancé une plateforme de réponse nationale, les syndicats du secteur de la santé n'en ont pas fait partie. Au Liberia, les travailleurs du secteur public n'ont pas le droit de se syndiquer et les dirigeants syndicaux sont harcelés par leur gouvernement lorsqu'ils essayent d'améliorer les conditions de travail et de sécurité dans les unités de traitement Ebola.

ATTENDU QUE Public Services International (PSI), la fédération mondiale des syndicats à laquelle l'UIES est affiliée, représente les travailleurs dans le secteur de la santé et des services sociaux dans le monde entier. PSI, en collaboration avec WASHUN, le Réseau des syndicats de la santé en Afrique de l'Ouest, a développé une Stratégie d'intervention des syndicats face à Ebola, avec deux objectifs : améliorer les conditions du personnel de santé et lutter pour des systèmes de santé publique forts en Afrique de l'Ouest. À cette fin, les outils nécessaires portaient sur la collaboration et la communication entre les syndicats ; l'élaboration d'un vaste réseau d'alliés ; des efforts de lobbyisme pour influencer le gouvernement et la politique internationale et la promotion d'un accès universel à des systèmes de santé publique de qualité.

ATTENDU QUE dans les trois pays les plus affectés, les services des soins de santé sont financés principalement par des donateurs extérieurs et que le manque de financement et de gouvernance publics est à l'origine de la faiblesse des systèmes de santé, et notant que l'évasion fiscale en Afrique pratiquée par les sociétés multinationales et les très riches engendre la perte d'une plus grande somme d'argent pour les gouvernements africains que le montant total de l'aide extérieure qui arrive en Afrique, et notant que sur les 30 billions de USD qui se trouvent dans les paradis fiscaux comme le Panama, plus de 10 billions de USD sont estimés provenir des pays les moins développés dans le monde.

ATTENDU QUE l'engagement à long terme, dans les pays touchés par la MVE, des banques multilatérales de développement, comme la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, ainsi que les donateurs bilatéraux comme l'USAID, le DfID britannique et l'Agence française de développement (AFD) ; et étant donné que leur influence a été de promouvoir la privatisation du secteur de la santé et la réduction du personnel de

santé public et de la masse salariale ; la stratégie de PSI a besoin d'un large soutien de lobbying de la part des syndicats situés en dehors de l'Afrique.

ATTENDU QUE : En 2015, 1199SEIU United Healthcare Workers East, SEIU Nurse Alliance, SEIU Nurse Alliance California, SEIU United Healthcare Workers West, Doctors Council SEIU et AFRAM Western Region ont soutenu les activités en partenariat avec la Stratégie de réponse à EBOLA de PSI : PSI a amené des personnels de santé à la Conférence Ebola de l'ONU qui s'est tenue au siège social des Nations Unies à New York, afin de définir des mécanismes de réponse mondiale ; les sections locales de l'UIES ont organisé des activités de sensibilisation pour la base syndicale et dans les hôpitaux de New York et de Californie, ainsi que des activités de lobbying dans différentes organisations internationales et américaines, à la fois dans les villes de New York et de Washington.

ATTENDU QUE : Sous l'administration Obama, les États-Unis en ont fait plus que tout autre pays pour aider l'Afrique de l'Ouest à réagir à la crise Ebola, mais à ce jour, l'argent des contribuables a principalement servi à arrêter la crise, sans se pencher sur les raisons pour lesquelles la crise a été aussi terrible, à savoir des systèmes de santé inadéquats. Plus de 100 000 travailleurs ont été recrutés dans toute la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone afin de lutter contre Ebola. Ces travailleurs étaient toutefois embauchés avec des contrats précaires, dans des emplois temporaires et non directement employés par l'État.

Par conséquent, il est résolu que :

1. L'UIES va continuer de collaborer avec PSI et de renforcer les relations de solidarité avec les travailleurs de la santé en Afrique de l'Ouest en vue de :
 - Sensibiliser les membres du secteur de la santé et des services sociaux sur le combat mené contre la MVE et d'autres urgences sanitaires internationales
 - Défendre et soutenir les droits syndicaux pour les travailleurs de la santé en Afrique de l'Ouest et au-delà
 - Aider PSI au niveau international à développer une organisation stratégique pour les travailleurs du secteur de la santé
 - Se joindre aux campagnes d'expansion des systèmes de santé publique avec un accès universel qui soit gratuit sur le lieu de traitement, y compris l'élaboration d'un mécanisme de financement de la santé internationale afin de traiter les urgences de santé publique.
2. L'UIES, en coordination avec PSI, fera pression sur le gouvernement américain, ses organismes et les organisations internationales compétentes pour :
 - Garantir que le financement et les autres ressources parviennent jusqu'aux travailleurs et aux établissements de santé
 - Insister, lors du financement et des collaborations en Afrique de l'Ouest et au-delà, sur le respect de la liberté d'association et des droits syndicaux
 - Inclure les syndicats dans l'élaboration des plans de travail (en cours) afin de faire face à des crises comme celle de la MVE
 - Cesser d'appliquer des politiques qui renforcent la vulnérabilité des pays et des citoyens, comme la privatisation ou le désinvestissement dans les systèmes de santé
 - Investir dans des systèmes de santé publique forts, accessibles à tous
 - Réformer les règles fiscales mondiales pour fermer les paradis fiscaux et l'accès à l'évasion fiscale pratiquée par les entreprises multinationales et les très riches afin que suffisamment de financement national puisse être levé pour s'attaquer à ces problèmes

Soumis par :

1199SEIU United Healthcare Workers East
 SEIU Nurse Alliance
 SEIU Nurse Alliance California
 SEIU AFRAM Western Region
 SEIU United Healthcare Workers West
 Doctors Council SEIU